

Claire Guiu

ESO NANTES UMR 6590
CNRS - UNIVERSITÉ DE NANTES

claire.guiu@univ-nantes.fr

« Non, le groupe n'est pas mort », s'exclame Guy Di Méo. Si la fragilisation des cadres nationaux et la globalisation peuvent être perçues comme des forces de dissolution de l'appartenance des populations à un monde commun, si la structuration de la société en « classes » est réinterrogée, les groupes n'ont pas pour autant disparu. L'essor des mobilités, des communications virtuelles, de l'individualisme, conduisent à de nouvelles formes de regroupements et d'entrées en politique, tant aux échelles locales, nationales que transnationales. Le développement territorial, l'urbanisme stratégique et les processus participatifs dans l'aménagement participent de l'émergence de nouveaux « sujets collectifs » et figures d'acteurs.

Les chercheurs réunis lors des rencontres franco-italiennes organisées à Nantes en mars 2012 ont cherché ensemble à décrypter les articulations entre individu/groupe/espace, abordés ici dans leurs rapports dialogiques, permettant de lire au mieux un monde en pleines transformations. Ils ont apporté des retours d'expérience, des travaux en friches ou finalisés, des idées à développer, des rapports de recherche, des croquis sur le coin de la table. Se réjouissant des difficultés de déchiffrement de notre époque, ils ont discuté des notions, proposé des schémas et partagé leurs questions et étonnement. Repenser l'individu et le groupe dans ce courant de la géographie constitue un enjeu de taille, tant il remet en question les précédentes approches et formulations des objets de recherche. Assurément, il nécessite un ajustement des focales, des outils et des positionnements. Les rencontres ont donné lieu à un réexamen des catégories du social et du spatial et à l'analyse des différentes figures d'articulation entre individu/groupe/espace.

L'APPROCHE CRITIQUE DES CATÉGORISATIONS

Les catégories, spatiales et sociales, émises par les chercheurs eux-mêmes, par les institutions (catégories statistiques ou issues des politiques publiques) ou les commanditaires, ont résolument été remises en cause dans ce numéro. Selon les contributions, il s'agissait tantôt d'étoffer les catégorisations traditionnelles lacunaires, tantôt de les décon-

struire et/ou d'en analyser leurs effets et les risques de leur naturalisation.

G. Di Méo, R. Héryn ou E. Dansero ont tout d'abord proposé un retour réflexif sur l'approche structuraliste et les catégories d'analyse de la géographie sociale. Ils ont montré comment l'individu, « atome élémentaire du social » mais aussi « résidu statistique » ou « marge d'inexpliqué », avait pu constituer un trouble-fête - plus ou moins bienvenu - des recherches sur les groupes sociaux structurées à partir de bases de données statistiques. C. Suaud et R. Héryn ont évoqué l'incomplétude de certaines catégories analytiques, en montrant par exemple que les indicateurs sociodémographiques et socioprofessionnels ne pouvaient, à eux seuls, expliquer l'organisation spatiale des pratiques, qu'elles soient scolaires ou sportives.

Dans un contexte où les mobilités, le changement des régimes de proximité et de la cospatialité (Lussault, 2007) dissolvent toute idée d'adéquation entre un groupe et un espace aréolaire, les catégories sociospatiales sujettes à des personnifications hâtives ou à des « généralisations dangereuses » (F. Amato), porteuses de représentations et de stigmates, ont été appréhendées de façon critique. Dans quelle mesure peut-on parler de « la ville » ? D'un « quartier » ? Voire d'un « quartier périphérique » ? Plusieurs auteurs ont voulu s'affranchir du risque de réification de ces catégories en proposant de nouvelles approches. Fabio Amato, considérant la périphérie comme un « mot écran », a mené une analyse centrée sur les réseaux et les différentes frontières au sein de quartiers périphériques, trop souvent pensés comme des ensembles cohérents. Soucieux de ne pas construire un raisonnement à partir d'un primat social ou spatial, C. Cerreti et I. Dumont ont insisté sur les processus croisés de construction de quartiers et de communautés. Ils ont tissé des fils d'explication de l'émergence d'une « communauté territoriale » dans un secteur de la périphérie de Rome. Le Trullo a donc été considéré comme un « collectif socio-spatial » plutôt que comme un « quartier ». N. Bautès et M. Menezes ont réfuté les « analyses totalisantes » et la mobilisation de « catégories autocentrées », en adoptant une approche qualitative centrée sur les personnes et les trajectoires.

Les usages des catégories et leur rôle dans la constitution du social ont également été abordés. G. Faburel ou A. Mengozzi ont par exemple montré comment les notions d'acteur, d'individu ou de démocratie participative étaient mobilisées dans les textes législatifs et les discours des acteurs. À quels référentiels ces notions renvoient-elles ? Quels statuts, quels contenus leur sont adossés ? Quel est le statut de « l'individu » dans la démocratie participative ? A. Mengozzi a souligné que la mise en place d'un « processus participatif » en Italie résultait aussi d'une sollicitation ciblée des individus qui devaient apparaître comme « représentatifs » au vu de différents critères. G. Faburel a montré comment la conception de l'« habitant » que se faisaient les professionnels de l'aménagement, de l'urbanisme et du paysage déterminait leurs propres pratiques.

Certains chercheurs ont déconstruit les processus de naturalisation des catégories en soulignant comment celles-ci pouvaient influencer sur les schèmes de représentations mentales, sur l'imaginaire et les comportements, en produisant des « effets de lieu ». C. Suaud a par exemple relevé les impasses d'un traitement unique de la variable « région », qui conduit à réifier l'espace géographique. C. Cerreti et I. Dumont se sont interrogés sur la façon dont la catégorisation sociale du quartier Trullo constituait un filtre à travers lequel les habitants réorganisaient, réordonnaient et réinterprétaient leur espace quotidien et leurs rapports aux autres quartiers (p. 56). Le paradigme vertical¹ évoqué par G. Di Méo a donc été appréhendé ici dans sa dimension performative. On ne parle plus d'unité de quartier mais de la « constitution d'un territoire performatif pour la communauté » (p. 51).

Si les catégories existantes organisent le social, l'entrée en scène de nouvelles catégories peut être porteuse de transformations et de sens politique. Il s'agit alors pour le chercheur de souligner les impensés. Faisant le constat d'un foisonnement terminologique, d'« une valse des dénominations », témoignant de la force « des figures fétichisées de l'individu sujet » (riverains, citoyens, usager etc.), G. Faburel a ainsi revendiqué l'émergence de « l'habitant » non pas tel qu'il est considéré souvent, c'est-à-dire « un expert de l'immédiat et du local », mais comme « individu, actant de groupes attachés, porteurs d'expérience ».

1- Dans le paradigme vertical, selon G. Di Méo, le chercheur « s'attache à mesurer les effets réciproques s'exerçant, dans une sorte de verticalité de position, entre un univers humain social et son support terrestre concrétisé par le sol ».

LA PLURALITÉ DES FIGURES D'ARTICULATION INDIVIDU/GROUPE/ESPACE

Tous les auteurs ont rappelé l'aspect situé et construit de l'unicité de leur objet de recherche et ont voulu s'écarter des simplifications liées à la recherche de cohérence. « L'acteur agricole pris dans une globalité n'existe pas. Chaque acteur lui-même relève d'une pluralité de dimensions », écrit par exemple G. Pierre (p. 129). Dans l'ensemble des cas, c'est la pluralité et la contingence des situations qui sont soulignées et qui invitent le chercheur à une pensée de la complexité : la ville est éclatée en milliers de fragments (Amato, p. 43), les individus sujets sont caractérisés par « d'innombrables fragmentations, jonctions et disjonctions », par des « expériences multifacettes et multi-situationnelles » (Bautès et Menezes, p. 63), les acteurs ont des motivations et des intentionnalités diverses (G. Pierre).

Face à l'apparent délitement du corps social et de l'espace, qui fait éclater les structures d'entendement pré-établies et jaillir la complexité, face au refus de réifier les grands partages et découpages de la modernité ou de fixer une grille analytique qui emprisonnerait le réel et ses habitants dans ses mailles, plusieurs chercheurs adoptent une approche pragmatique les conduisant à envisager les actants dans leur processus d'action et leur singularité. Les principes de causalité et de représentativité sont délaissés au profit de l'analyse des processus et de l'approche par cas. L'intelligibilité est alors de type descriptif plutôt qu'explicatif (p. 7). L'observation directe à micro-échelle, la description, les récits de vie, l'écriture à partir de différents points de vue, constituent autant d'outils et de manières de faire. N. Bautès et M. Menezes ont par exemple composé un article polyphonique où la monstration, la restitution de la parole, le récit, priment sur quelque tentative de démonstration.

Il ne s'agit donc pas ici de considérer l'individu comme représentant d'un groupe spatialisé ou de construire un type moyen, un archétype ou idéal type comme sujet collectif spatialement situé, produit d'une caractérisation. L'individu ne peut être réduit à une « anomalie de la représentation », souligne E. Dansero. Dans ce numéro, l'attention a été portée sur les individus ou collectifs en tant que personnes et acteurs. Les formes d'articulations entre le général et le singulier résultent alors de deux principales perspectives.

Dans certains articles, l'individu a été envisagé à partir d'une approche par cas, qui relève du choix de « procéder par l'exploration et l'approfondissement d'une singularité

accessible à l'observation. Non pour y borner son analyse ou statuer sur un cas unique, mais parce qu'on espère en extraire une argumentation de portée plus générale, dont les conclusions pourront être réutilisées pour fonder d'autres intelligibilités ou justifier d'autres décisions » (Passeron et Revel, 2005, pp. 9-10). G. Faburel a, à ce titre, prôné une reconnaissance du local « comme un puissant embrayeur de généralités ». N. Bautès et M. Menezes ont envisagé le passage de l'individu au collectif à partir d'une pensée de la modalité, en convoquant des « registres d'expression » et des « figures d'expériences » (p. 69).

Dans d'autres cas, l'individu a été considéré dans sa dimension duale, comme point d'observation et moteur de transformations du social, et/ou dans sa dimension axiologique. Les notions d'acteur territorialisé et d'acteur-réseau ont été tour à tour convoquées. Geneviève Pierre a par exemple analysé les spatialités de l'action d'agriculteurs, considérés à la fois comme des acteurs territorialisés et des entrepreneurs ruraux. Elle a montré la pluralité de leurs casquettes et la façon dont ceux-ci articulent à la fois les réseaux agricoles et ceux du territoire local.

Mais la plupart des articles ont abordé ici des « sujets collectifs », dans leurs multiples figures. Que ce soit via des propositions sur le capital spatial (G. Faburel) ou territorial (E. Dansero, F. Pollice et G. Urso), sur les nouvelles formes de mobilisation ou sur la démocratie participative, les contributions ont mis l'accent sur des ensembles d'individus constitués en tant qu'acteurs collectifs plutôt que sur des individus représentants d'un collectif. Dans l'ensemble de ces cas, les articulations individu/groupe et espace se composent, se tricotent ensemble, dans l'action. L'espace n'est pas seulement appréhendé par la spatialité; il constitue un « opérateur » dans la construction des individus et des groupes, un espace creuset défini comme « capital d'action » (G. Faburel), mais aussi un espace enjeu. Dans un contexte d'émergence de districts définis par leur épaisseur relationnel (p. 85) et de l'essor d'un urbanisme stratégique, G. Urso et F. Pollice ont ainsi proposé la notion de « subjectualité territoriale », comme « capacité des individus à se constituer en tant que sujet collectif ». Les territoires sont alors des protagonistes, capables d'« empowerment », marqués par la densité des groupes et des réseaux, par des savoirs habitants. « L'espace géographique est une ressource vive dans la construction des savoirs. Il donne corps à un habiter pleinement politique », a souligné G. Faburel. Cette approche rejoint la théorie de la *Growth Machine* évoquée par E. Dansero. Elle

constitue selon G. Di Méo une nouvelle approche du paradigme vertical précédemment cité. De la même façon, E. Dansero a abordé le « système territorial local » comme « *un aggregato di soggetti che nel trasformare il territorio in cui opera, può comportarsi in determinate circostanze come un soggetto collettivo, pur non essendo formalmente riconosciuto come tale* » (p. 13).

Si le « sujet collectif » peut se construire via l'identification à une figure territoriale sur un temps long, de nouveaux regroupements via les réseaux sociaux notamment, cristallisés autour de lieux, émergent dans des temporalités plus courtes, plus événementielles. Le sujet collectif se construit alors à partir de mobilisations éphémères exceptionnelles sur des lieux emblématiques qui deviennent des « lieux physiques augmentés ». Différents mouvements (« *Occupy* », « *bring tent* », « *Yes we camp* ») mobilisent par exemple l'espace public à partir de performances urbaines. Que ce soit pour les Indignados de la Puerta del Sol ou les militants de l'« *Occupy Wall Street* », les manifestants tunisiens sur la place Mohamed Ali Square ou égyptiens sur la place Tahrir, les places deviennent un espace hautement symbolique, réinventé par les médias (M. Tabusi). Elles constituent un opérateur de la (ré)émergence de la notion de peuple (« le peuple de la place »), une scène de publicisation d'une action et une « arme » politique. La maîtrise politique et symbolique de l'espace devient un enjeu, qui s'exprime à différentes échelles et selon plusieurs temporalités, instaurant de nouveaux rapports entre individus, groupes et pouvoir. Plus encore, par les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les places sont reliées entre elles et deviennent un unique sujet pluriel. Il s'opère donc des reconfigurations entre espaces de la représentation et représentations de l'espace (M. Tabusi).

L'articulation individu/collectif apparaît de façon renouvelée et volontaire dans ces formes de mobilisation mondialisée. La naissance du mouvement Anonymous, proposant un pseudonyme et un masque collectifs à l'ensemble des individus voulant en faire part, rejetant leadership et individualisme, ou bien la publication à la une du *Time* de l'image « *The protester* » élue comme « personne de l'année » en 2011, en sont des illustrations. Le « sujet collectif » apparaît ici comme un essaim, comme un « *flock of birds* » « *traveling in the same direction* ». « *At any given moment, more birds could join, leave, peel off in another direction entirely* » (Citation in M. Tabusi, p. 77). Le groupe constitue donc un agrégat d'individus, en constante recomposition.

Les « sujets collectifs » ici mentionnés, que ce soit dans le cadre de développement territorial, de processus participatifs ou de mobilisation, n'ont pas nécessairement de reconnaissance institutionnelle. Les médias, les chercheurs, participent de leurs constitutions et mises en visibilité. Plusieurs contributions ont souligné le rôle des médias dans la mise en scène de groupes. Dans le cas des places, les médias (communication verticale) interviennent après la mobilisation. Dans d'autres cas, la médiatisation anticipe les collectifs.

UNE SCIENCE EN ACTION. RÉFLEXIVITÉ DU CHERCHEUR

Les chercheurs, tout autant que les médias, jouent un rôle dans la constitution d'individus et de collectifs. Ils peuvent être à l'origine ou participer à leur désignation, leur nomination, leur qualification, leur caractérisation. Ils peuvent également déployer une empathie et accompagner des actions de revendication. Ils mettent en écriture les récits et trajectoires de certains individus, qu'ils décident de nommer ou non. Aujourd'hui, la « remise en cause de la légitimité des savoirs institués, historiquement assise sur une délégation du pouvoir adossée au primat accordé à la science pour définir ce qui est commun », transforme le rapport du chercheur au terrain, participant de l'essor des recherches-actions et de « la mise en fonction « sur le terrain » des problématiques et des objectifs scientifiques » (M. Marengo). Affranchi d'un cadre scientifique le positionnant nécessairement comme « expert », le chercheur choisit les modes de son implication et de son rapport au terrain. Les nombreuses approches réflexives dans ce recueil témoignent de la pluralité des postures.

Si le chercheur détermine son mode d'engagement au terrain, il choisit également ses multiples appartenances et relations au « monde » de la recherche. Il se définit vis-à-vis de courants, de pairs, de projets etc. La pluralité des formes de collaboration et d'énonciation dans ce recueil en témoigne. Textes à deux ou quatre mains, références à des programmes de recherche, remerciements, énoncés à la première personne du singulier ou du pluriel, annonçant un « nous » « de politesse » ou bien « académique », façonnent un ensemble polyphonique et cohérent. Durant le colloque, Robert Héryn s'est défini avec humour et distance comme une « illustration », une « possibilité », « un survivant » de sa génération. « Je fais partie d'un groupe, d'un courant », a-t-

il souligné. D'autres ont évoqué le rôle des « géographes sociaux de l'Ouest » ou de « l'école géographique de Turin ».

Assurément, les rencontres franco-italiennes font groupe. Non pas de ces groupes sanctifiés et repliés, mais bien de ces groupes inscrits dans le temps tout en étant en constantes recompositions, à l'image de l'essaim ou du groupe d'oiseaux mentionné plus haut. Oiseaux migrants sans doute. Les prochaines rencontres se tiendront en France en 2014.